

La véritable nature de la crise belge

ou

Une manifestation pour rien

Par Marcel Sel

Reproduction autorisée sous réserve de citation du nom de l'auteur et de l'adresse du blog <http://marcelsel.com>

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les gens qui s'apprêtent à manifester ce dimanche pour exiger un gouvernement n'ont pas compris en quels termes la « crise belge » devait se définir. Déjà, ce n'est pas une crise politique. Depuis juin, les discussions n'ont pas été politiques, mais structurelles. Les dissensions entre les partis le montrent bien : il y a d'une part l'ensemble des partis traditionnels, du PS au SP.a en passant par le CDH et Ecolo (et il pourrait parfaitement y avoir dans ce camp-là l'Open VLD ou le MR), et d'autre part, les partis que je qualifie de « nationalistes » (mais à deux degrés différents), la N-VA et le CD&V. La fêlure ne se fait donc ni sur un plan politique, ni sur un plan ethnique, ni sur un plan économique, mais bien sur un plan idéologique.

Nationalisme et Identité

Le nationalisme est une idéologie très précise, qui ne doit pas, dans le cas présent, être confondue avec le régionalisme ou l'autonomisme. Il ne s'agit pas seulement pour la N-VA de construire un nouveau pays qui suivrait les frontières linguistiques (autonomisme ou « nationisme ») mais intégrerait et chérirait tous les citoyens qui s'y trouvent. Il ne s'agit pas non plus d'obtenir une autonomie permettant à la culture flamande de se protéger ou de s'épanouir (régionalisme) : cela, elle l'a obtenu de longue date. Il s'agit en fait de construire la Flandre sur base de la Nation flamande, à savoir, de l'ensemble des gens qui correspondent à « l'identité flamande ». Pour le Vlaams Belang, cousin radical de la N-VA, cette identité est génétique. Pour la N-VA, la question est beaucoup plus floue, et dépend de la personne à qui on la pose. Mais il est évident que le français devra être éradiqué de cette nouvelle Flandre, et que les Bruxellois et péribruxellois francophones devront « s'adapter ».

Je veux tout

Car oui, le nationalisme flamand n'est pas seulement « sanguin », il est aussi territorial : la Flandre exigera l'ensemble des territoires qui constituent aujourd'hui la « région flamande », y

compris les territoires où les Francophones, largement majoritaires, perdront leurs droits administratifs et judiciaires, mais également, peut-être, le simple droit d'exposer des magazines en français ou en anglais dans les vitrines, comme c'est déjà le cas à Overijse qui cherche par tous les moyens à « néerlandiser le paysage urbain ». Mais la Flandre exige aussi Bruxelles, ville électoralement à 87 % francophone, et située hors Flandre (même si elle y est enclavée, démographiquement, il existe un continuum entre la région francophone de Wallonie et la région majoritairement francophone de Bruxelles). Ce mélange d'exigence en matière de territoire et de peuple est typique du nationalisme : le territoire flamand est sacré, et le lien avec les Flamands extraterritoriaux (de Bruxelles en l'occurrence) est sacré aussi. C'est M. Vanackere, ministre chrétien démocrate flamand qui le rappelait en ces termes la semaine passée : « le lien entre la Flandre et les Flamands de Bruxelles est sanctifié ». Le nationalisme veut tout.

Deux idéologies

C'est cela, et rien d'autre, qui empêche la formation d'un gouvernement en Belgique : l'opposition entre deux idéologies contraires. L'une, que je qualifie d'eurodémocrate, et qui est définie par le Traité de Lisbonne, impose un droit égal et inconditionnel pour tous les citoyens, et impose sa liberté de circulation et d'installation — toujours inconditionnellement. En revanche, le nationalisme limite le droit aux citoyens qui correspondent à une identité donnée — ici, l'identité flamande — et conditionne le droit de s'installer en Flandre à la soumission à la langue, ainsi qu'à une donnée très floue et nullement codifiée par une Loi ou un décret : « le respect pour le caractère flamand ». Le soupçon de « non-respect » vis-à-vis de « l'autochtone flamand » permet de justifier l'exclusion d'allophones qui « ne s'adapteraient pas » (alors qu'un sondage a montré qu'en Flandre « purement flamande », plus des 9/10e des Francophones parlent

néerlandais ; l'incapacité ou le manque de volonté des Francophones de s'adapter est donc de la pure intoxication nationaliste). C'est à cela que correspond, par exemple, l'exigence «d'adaptation» des habitants francophones (majoritaires) des communes à facilités (donc bilingues de fait) à «la situation nouvelle», énoncée en 2006 par Yves Leterme. Il s'agit de flamandiser chaque recoin de Flandre, à moyen terme. Leterme doit être vu comme un nationaliste, donc. Or, les facilités, déjà réduites par la circulaire Peeters, ne sont rien d'autre que l'application des droits minimum garantis par la Convention-Cadre pour la protection des minorités, avalisées par le Traité de Lisbonne. Les réduire ou menacer de les éteindre, c'est tout simplement antidémocrate.

Il n'y a pas de demi-démocratie

Ces deux idéologies, le nationalisme et l'eurodémocratie sont on ne peut plus opposées et parfaitement incompatibles. Car il n'y a pas de demi-démocratie : dès qu'on limite l'inconditionnalité du droit citoyen, on quitte le champ eurodémocrate. Et le nationalisme ne peut se détacher de sa vocation principale : privilégier ceux qui correspondent à l'identité qu'il est censé représenter. Beaucoup d'observateurs n'ont pas encore pris la mesure de cette incompatibilité. Ils présentent encore le problème comme économique, ethnique ou politique. Dans les trois cas, ils se basent sur des phénomènes qui leur donnent apparemment raison, mais ceux-ci ne sont en fait que les points d'appui (les fondements) d'une rhétorique nationaliste. Celle-ci ne peut en effet être efficace que si elle se fonde sur des phénomènes «démonstrables». Ainsi, la crise économique wallonne donne des arguments aux nationalistes. Mais en Allemagne, la crise des Länder de l'est, bien plus grave encore, a eu l'effet contraire : celui de catalyser l'aide économique. Il n'y a donc pas de lien de causalité direct entre le marasme économique wallon et le nationalisme. En revanche, le second instrumentalise le premier.

VRP national-flamingant

Comment le nationalisme se vend-il ? Il commence toujours par établir une différence claire et nette entre l'identité qu'il défend et une identité concurrente, qu'il présente comme inefficace, lascive. Par contraste, cette anti-

identité est aussi censée donner du relief à la grande qualité de l'identité nationale. L'électeur ciblé se sent donc flatté par les nobles caractéristiques que l'on utilise pour le décrire. Le «Flamand national» sera dynamique, efficace, productif, inventif, créatif, doué en langues, enzovoort. Pour amplifier encore l'effet de fierté, le nationaliste cherche des contre-exemples ethniques et politiques dans la réalité, et en tire uniquement le négatif, sans jamais remettre les choses dans leur contexte. Dans les nationalismes européens des années 30, le contre-exemple était généralement le Juif. Présenté comme lascif, voleur, vivant d'expédients, d'une part, et comme scandaleusement riche, honteusement monopolisateur, dangereusement surpuissant d'autre part (l'opposition entre les deux extrêmes est d'autant plus frappante qu'elle correspond point par point à l'imagerie d'un Wallon lascif et pauvre doublé d'un Bourgeois francophone oppressif et opulent). Staf De Clercq disait dans un discours en 1931 «Nous sommes des nationalistes. Cela signifie que nous sommes les garants de notre peuple, culture et sang. Les Juifs n'appartiennent pas à notre peuple, encore moins à notre sang. (...) Celui qui ne travaille pas est un parasite [cfr La Panne]. Qui a jamais vu le Juif travailler ? Le Juif vole, pille, menace, escroque. Qui l'a jamais vu créer quelque chose ? Le Juif manipule et vend des chaussures, des loques, des actions, des pierres précieuses, du grain, des valeurs de bourse, le socialisme, des théories, des peuples, des femmes, des colonies. Et la majorité de ce qu'il vend, il l'a volé quelque part.» Toutes proportions gardées, l'on reconnaît là une image d'Épinal proche de celle construite autour du Francophone. On pourrait aujourd'hui écrire «le Wallon profite, qui l'a jamais vu créer une entreprise ? Le Wallon est rétif au changement, il parasite nos CPAS balnéaires, il refuse de s'adapter et ne respecte pas les Flamands...» Un tel discours pourrait être dit par un CD&V ou un N-VA, et même pas par les plus rabiques. Il ne serait pas vu comme scandaleux, ni même comme raciste. Et même s'il n'y a pas de comparaison sérieuse possible entre le statut des Juifs en 1941 et celui des Francophones de Belgique d'aujourd'hui, la nature du discours doit nous interpellier : il s'agit dans les deux cas de «charger» une communauté extrêmement proche (parce qu'imbriquée dans le cas des Juifs d'Allemagne, ou parce que voisine dans

le cas des Francophones de Belgique) de tous les maux de la société ! La nature raciste de tels discours ne saute pas aux yeux à l'intérieur de la relation Francophones-Flamands, notamment parce que dans la sphère privée, bien des Francophones ne se gênent pas pour dire pis que pendre de leurs voisins Flamands. Mais là où le bât blesse, c'est qu'en Flandre, ce genre de discours est dit par des politiciens, des universitaires, des journalistes, bref, par les tenants de la sphère publique, ce qui leur donne d'autant plus de crédibilité. En réalité, ce «racisme de proximité» apparemment innocent est, à terme, le plus dangereux de tous, parce que susceptible de dresser les deux communautés l'une contre l'autre, physiquement. Je reconnais encore une fois qu'il est toujours dangereux d'évoquer l'antisémitisme, parce qu'il a ceci d'exceptionnel qu'il a mené au génocide. Or, tous les nationalismes ne sont pas génocidaires — et je pense qu'en l'occurrence, ce n'est pas le cas du nationalisme flamand, loin de là. Il y a des nationalismes doux et des nationalismes durs, mais même les versions plus «softs» (comme celui de la N-VA l'est, du moins, en apparence) privilégient toujours une identité.

Image de marque, image qui marque

Un autre nationalisme bien connu, celui qui a contribué à fonder l'État d'Israël, suit la même logique. Là, ce sont les Palestiniens qui, dès après la 2e guerre mondiale, se font dresser un portrait injustement négatif par les sionistes principalement de la droite nationaliste (mais force est de constater que même les socialistes sont sensibles à l'image de surhomme que le nationalisme leur propose). Dans un documentaire d'Eyal Sivan intitulé *Jaffa, mon Amour*, on découvre un contraste extraordinaire entre la présentation de Jaffa, une économie mixte, avant-guerre (où l'on a beaucoup de mal à distinguer les Juifs des Palestiniens), et la manière dont les caméras d'après-guerre filment les Juifs dans les mêmes vergers : toujours sous un angle avantageux, en bras de chemise, les cheveux au vent, en contre-plongée (ce qui leur donne un air volontaire et les «grandit») tandis que les Palestiniens sont captés systématiquement en plongée, en habit traditionnel (pour souligner leur «caractère rétrograde»), tête couverte. À son tour, le nationalisme islamique du Hamas réutilisera les mêmes ficelles, et pourrait à son tour reprendre la description des

Juifs de Staf De Clercq. On le voit, personne n'échappe au nationalisme. Et celui qui sévit en Flandre porte en lui les germes d'un nationalisme wallon qui pourrait devenir tout aussi virulent. Et de par le fait qu'il sème la ségrégation et mine l'unité, il porte également les germes de la fin de la construction européenne.

Con wallon

Le nationalisme flamand s'est construit sur une série de reproches adressés aux Wallons, de leur propension au chômage, de père en fils (alors que 86% des Wallons sont au travail et qu'après 50 ans, ce sont surtout les Flamands qui «chômement») à leur sens de la luxure (politique) en passant par leur manque de dynamisme, leur duperie, leur hypocrisie, leur manque de volonté, ou leur incapacité à apprendre le néerlandais. Une litanie trop systématique pour être apparue spontanément. Le comble, c'est que même le choix électoral des Flamands est mis sur le compte des Wallons. «C'est à cause des Wallons qu'on a voté nationaliste». Le refrain est tellement connu que certains journalistes le tiennent pour démontré. Pourtant, si toutes les régions riches devaient voter nationaliste sous prétexte qu'elles alimentent des régions pauvres, l'Union Européenne n'aurait jamais vu le jour ! Et d'autre part, qui a informé les Flamands du fait que les Wallons leur coûtaient quelque chose, ce qui a provoqué la montée rapide et efficace du nationalisme en Flandre ? Réponse : le CD&V (dès 1998), la N-VA et le Vlaams Belang. Autrement dit, des partis nationalistes. Car oui, l'idée de calculer les «transferts», et la croissance exponentielle de ce calcul (de 2 Mia à 16 Mia selon les procédés — rien que ça devrait déjà discréditer les «calculateurs» de ces transferts) montrent un besoin de chiffrer, par Flamand, le «coût du Wallon». Autrement dit, une ethnicisation de l'impôt et de la solidarité sociale. Et ça ne provient pas d'un constat spontané, par l'électeur flamand, d'un coût financier d'une partie de la population pour une autre (qu'il est toujours impossible d'exclure sur le long terme, y compris en Flandre même, où un Limbourgeois dispose d'un PIB à peine supérieur à celui d'un Wallon !), mais bien du ciblage, par des politiciens nationalistes, d'un coupable «non-flamand» pour toutes les «fautes économiques» qui «font perdre à la Flandre des points de compétitivité.» Le pauvre Wallon n'a

rien à voir dans l'élection de la N-VA ! En revanche, on peut demander aux Flamands s'ils sont en état intellectuel d'assumer pleinement leurs choix électoraux, ou si ceux-ci aussi, comme tout le reste, doivent impérativement être mis sur le compte des Wallons. En auraient-ils honte à ce point ? On me rétorquera que la résistance des partis francophones en 2007 a dégoûté le Flamand. Mais comment ne pas résister à un Leterme qui arrive avec 91 propositions de scission, et interdit d'avance aux Francophones toute contrepartie intéressante (par exemple, l'extension de Bruxelles, qu'on aurait obtenue sans aucun problème si au lieu d'être en Belgique, Bruxelles était en Suisse) ?

Les Wallons, cause de tous les maux flamands ?

De nombreux observateurs affirment que le vote N-VA provient du marasme économique wallon. En fait, il ne s'agit là que d'un prétexte. Loin de moi l'idée de prétendre que la Wallonie va bien. Mais si, comme les politiciens flamands le font, l'on considère non pas la Région wallonne, mais bien l'espace économique francophone, force est de constater qu'il comprend aussi Bruxelles et une partie de la Périphérie, ainsi que Lasnes et quelques autres communes parmi les plus riches de Belgique, sinon d'Europe. Car le PIB par habitant francophone est sensiblement identique au PIB par habitant flamand. Et si la Wallonie est à la traîne (mais pas toute la Wallonie : le Brabant wallon a l'un des PIB les plus élevés en Belgique), Bruxelles est de très loin le champion économique de la Belgique, avec un PIB égal au double du PIB flamand. Bruxelles rayonne en Flandre, à laquelle elle apporte de 5 à 10 % de son économie, ce qui est considérable. Si elle voulait être juste, à considérer le «coût du Francophone pour un Flamand», la Flandre devrait tenir compte de l'apport surnuméraire du Bruxellois francophone. Or, elle ne le fait jamais ! Elle se contente de nier son existence. Et prétend que l'économie bruxelloise est... flamande ! La logique n'est pas le fort du nationalisme, faut-il le dire.

Un marasme non exclusif

Si l'on considère la Wallonie post-industrielle elle-même (le Hainaut par exemple), eh bien elle ne fait pas pire que sa voisine la plus proche, le Nord français. Les Flamands fustigent le «manque de dynamisme» wallon,

mais c'est une caractéristique commune à toute région sinistrée par une catastrophe industrielle : le dynamisme ne permet pas, seul, de faire renaître une région. Il faut des décennies et des investissements colossaux. Ouvrez demain un magasin de peintures ultramoderne à Charleroi avec les meilleures idées du monde, et vous fermerez après-demain. Il faut d'abord créer un marché et disposer d'un environnement économiquement favorable. Ce que les «Flamands» veulent que les Wallons réalisent en deux coups de cuillère à pot prendra encore des décennies. Il n'y a pas de réponse rapide. On voit en Irlande ce qu'un redressement trop rapide peut donner à la première crise venue : la Berezina !

Une région défavorisée de fait

En outre, il serait pratiquement honteux (pour les Flamands) que la Wallonie fasse aussi bien que la Flandre, voire seulement 10 ou 15 % moins bien : la Wallonie ne dispose d'aucun port de mer (Zeebruges et Anvers en Flandre) et le principal aéroport est situé en Flandre (Zaventem) ; même s'il dessert surtout Bruxelles (qui n'est pas remerciée pour cet apport indéniable à l'économie flamande — au contraire). A benchmarker la Wallonie, si on la compare aux régions d'ex-Allemagne de l'Est qui auraient reçu un colossal 1.400 milliards de surfinancement en un peu plus de 20 ans, on constate que son PIB progresse plus vite que celui des Länder de l'Est. Je ne dis pas que le bilan wallon est positif, je dis qu'il est moins négatif qu'on ne le dit, et que ce n'est pas la «responsabilisation» qui va améliorer la situation, au contraire, celle-ci risque bien de lui ôter les moyens dont elle a un besoin constant et pressant. Enfin, chaque pays du monde a «sa région la plus pauvre». Il n'y a pas pour autant blocage politique ailleurs. Même en Italie, où les différences entre Padanie et Sud sont bien plus marquées qu'en Belgique, la Ligue du Nord ne bloque pas la formation d'un gouvernement pendant plus de 200 jours ! Ce n'est même pas le cas au Pays Basque, riche région industrielle qui en aurait «marre» de traîner des boulets moins fortunés, et dont le peuple est bien plus menacé culturellement que ne l'est «le peuple flamand». Bref, le marasme n'est pas une explication suffisante !

Malversations

On me dira que la mainmise du PS sur l'économie et la politique wallonne, ainsi que

certaines dérives criminelles, ont fâché les Flamands. Je rappelle à ceux qui pensent que les Wallons ont l'exclusivité de telles pratiques quelques affaires croquantes impliquant des politiciens flamands de tous les partis : Willy Claes SP, Jacky Buchmann Open VLD, Leonard Quintelier CVP, Kim Geubels N-VA, Debie Vlaams Belang. Et figurez-vous qu'il y a même un Charleroi en Flandre : en 2006, pas moins de 22 personnes ont été poursuivies pour malversation dans des marchés de traitement des immondices, et des adjudications relatives aux services sportifs, culturels, et aux pompiers. Ça se passait à... Aarschot ! Le tribunal n'accueille que du beau monde : l'ancien bourgmestre (contre qui 30 mois de prison furent requis et qui se prit 12 mois avec sursis), deux échevins, cinq fonctionnaires communaux, le commandant des pompiers... En avez-vous entendu parler ? Non ? Normal, en Wallonie, quand des mandataires commettent des crimes, on en parle. En Flandre, on reste on ne peut plus discret. Sauf si ça s'est passé en Wallonie, évidemment.

Redressez-vous qu'ils disaient

Quant à demander aux politiciens de redresser le pays et de créer de l'emploi, je rappelle que dans nos économies mondialisées, leur pouvoir est plus que limité et que ce n'est pas la politique qui crée de l'emploi, mais l'économie. Ce qui requiert des investissements, et non pas des amendes en cas d'échec. Faire croire que la «responsabilisation» va améliorer la situation en Wallonie, c'est faire croire que ses politiciens seraient (tous) des irresponsables, d'une part, et insinuer que l'argent actuellement investi dans la région l'est particulièrement mal ce qui, au vu de quelques succès (encore épars, mais réels) économiques au Sud, est difficile à démontrer.

Particrassie

On me dira encore que tout ça, c'est la faute de la particratie — reproche assez flou, impossible à argumenter, qui contient des traces d'antipolitisme populiste. Mais la particratie existe dans absolument tous les pays démocrates. C'est même pratiquement la nature même de la démocratie ! Le mot «particratie» est souvent utilisé pour décrire un fossé plus ou moins important entre le peuple et ses politiciens («les politiciens ne nous comprennent pas»). Pourtant, en Belgique,

force est de constater que les politiciens wallons «comprennent» plutôt bien leur peuple, de même en Flandre. Il y a une telle cohésion entre ce que disent les grosses têtes de la politique et ce que disent les gens dans la rue que c'en est étonnant ! Le PS est allé très loin dans les réformes exigées par les Flamands et les sondages portent Di Rupo au pinacle pour avoir, on le suppose, porté le mandat qui lui a été donné à bout de bras. Et la N-VA, de même, a tenu tête, comme l'électeur le lui a demandé. Le succès de De Wever en Flandre est, lui aussi, impressionnant. Point de particratie là-dedans, donc. Même la phrase «on veut un gouvernement» est sur absolument toutes les lèvres, celles du peuple comme celles des politiciens. Mais bien sûr, elle n'a pas le même sens à la N-VA qu'au CDH. Et c'est bien là que le bât blesse.

Politichienne

Point de politique politicienne non plus. Si nous n'avons pas de gouvernement, ce n'est pas parce que les Francophones ou les Flamands refusent d'aller jusqu'au bout à la rencontre de l'autre. Le compromis belge a montré son incroyable efficacité par le passé, puisqu'on a même réussi à former des coalitions libérales-socialistes, ce qui est plutôt rare dans le monde actuel. Il ne s'agit donc pas de ça, mais de l'impossibilité de rencontre entre deux idéologies. Car on touche aujourd'hui à des questions fondamentales dont les réponses ne peuvent plus guère être que «oui» ou «non». La Flandre doit-elle devenir indépendante ou quasi indépendante (oui pour les nationalistes, non pour les démocrates). Bruxelles peut-elle devenir une région à part entière (en aucun cas pour les nationalistes, absolument pour les démocrates). Faut-il scinder la sécu, à terme (oui pour les nationalistes, non pour les démocrates). En cas de scission, Bruxelles doit-elle être raccordée à la Wallonie (absolument pour les Francophones, onbespreekbaar pour les Flamands).

Séparation virtuelle

Même si la Belgique ne devait jamais se séparer, la seule perspective de cette séparation en tant qu'éventualité interdit aux uns de céder ce que les autres tiennent impérativement à obtenir. On remarque qu'on n'a pas encore abordé le moindre sujet politique ou économique. On parle pour l'instant de la structure future de l'État. Et de

ce point de vue là, la position du MR est en gros identique à celle du PS : il ne faut en aucun cas appauvrir structurellement la Wallonie, car c'est cette région qui a le plus besoin de soutien. Pour la Flandre, c'est l'inverse : il faut absolument appauvrir la Wallonie, car la Flandre doit recevoir de plus en plus ce qui lui revient, entendez : «ce qui est gagné à Bruxelles (pour partie) et en Flandre». Et alors que les dirigeants bruxellois crient à hue et à dia qu'il leur faut un refinancement, mérité faut-il le dire, les nationalistes freinent des quatre pieds, parce que ce refinancement ne peut provenir que des caisses flamandes que, soit dit en passant, Bruxelles suralimente depuis des décennies. Tout ce qui est à nous est à nous, tout ce qui est à vous est aussi à nous, disent en résumé les nationalistes. C'est logique : de par l'image supérieure qu'il donne aux tenants de son identité, le nationalisme construit une idée de «formidabilité» de la Nation qu'il promeut. Vue sous cet angle-là, la Flandre est si «formidable» qu'elle ne peut qu'être, de toute évidence, la seule source crédible du succès bruxellois. Dans la vision démocrate, l'argent bruxellois appartient aux Bruxellois et en partie aux navetteurs. Dans la vision flamande, l'argent bruxellois appartient à la Flandre. Les deux visions sont, économiquement, également incompatibles.

Manifestement

Alors, on peut bien brandir des drapeaux, manifester, se remuer les fesses, exiger un gouvernement, cela ne changera rien. Tant qu'en Flandre, on élira massivement des partis nationalistes (du CD&V à la N-VA pour n'évoquer que les plus «respectables»), la Belgique n'a aucun avenir. C'est pourtant simple : comment peut-on espérer négocier une coalition gouvernementale digne de ce nom avec des partis dont le souhait le plus cher est la fin du pays, ou la soumission de son gouvernement fédéral à la Flandre ? Comment peut-on espérer négocier l'avenir autonome de Bruxelles avec des partis qui refusent, par principe, tout nouvel octroi d'autonomie à la région et qui, de surcroît, ont noyauté, avec droit de veto, le gouvernement de cette région ? Impossible !

Tant que cette opposition idéologique existera, on ira doucement mais sûrement vers la fin du pays. Le seul espoir est que nous ayons un véritable plébiscite flamand antinationaliste

aux prochaines élections. Cela implique une campagne et une mobilisation antinationalistes, en Flandre bien sûr. Or, tant les médias que les initiatives citoyennes évitent comme la peste de désigner le véritable responsable du marasme politique (ou plutôt idéologique) actuel : le «cartel virtuel» CD&V / N-VA dont il est patent que, depuis son apparition sur le devant de la scène, il est au moins un des facteurs de l'immobilisme belge. Force est de constater que lorsque ces partis n'étaient pas «au pouvoir», le pays était géré, avait un gouvernement, et progressait (même sa dette baissait, c'est dire !) Et depuis son apparition, on collectionne les crises, les gouvernements boiteux et la Belgique s'enfonce dans le néant — soit exactement là où la N-VA veut l'emmener. Sur cela, personne ne peut me contredire. Tant qu'on refusera de désigner le coupable du marasme politique, on ne pourra avancer dans aucune direction, et le pays coûtera de plus en plus cher à tout le monde. C'est cela que les organisateurs de la manifestation du 23 auraient dû rappeler, et qu'ils ne rappelleront pas, de peur de ne pas rassembler suffisamment de monde. Or, même un million de personnes n'obtiendront pas de gouvernement. Parce que la mathématique politique qui est en place aujourd'hui est une équation insoluble, du fait d'une trop forte présence nationaliste dans le paysage politique belge. Sortez le CD&V et la N-VA des discussions, et elles pourraient enfin passer à l'essentiel : notre avenir économique. Oui, même avec le PS ! Or, cette mathématique politique est le fruit d'un choix populaire. En manifestant pour un gouvernement, le peuple ne fait rien d'autre que critiquer son propre choix démocratique ! Autant le savoir...

Et autant choisir des initiatives qui ciblent correctement les responsables de la crise, comme «niet in onze naam.be / pasennotrenom.be », l'événement antinationaliste (flamand) qui se tiendra le 21 janvier au KVS, à Brussel et dont je vous invite à signer d'urgence la pétition.